

# Pragmatisme suisse et inflation réglementaire

## L'invité

### Vincent Subilia

Directeur général adjoint de la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève**



La Better Regulation Conference réunissait le 25 septembre dernier, à Genève, de nombreux experts suisses et étrangers, à l'invitation de l'Institut libéral; l'objectif de cette manifestation consistait à débattre de la densité et de l'intensité réglementaire, dont l'augmentation endémique génère des coûts élevés pour les acteurs économiques.

Dans un monde complexe, marqué du diktat de l'immédiateté et des crispations identitaires, le «tout-réglementaire» est souvent perçu comme un rempart face aux évolutions imprévisibles d'un environnement en mutation; à l'instar d'une police d'assurance destinée à se prémunir de tout risque. Or ce réflexe réglementaire est porteur d'un réel étouffement de l'esprit d'entreprise qui nourrit le succès du «made in Switzerland». Avec l'adoption d'environ 7000 pages

annuelles de réglementations, nos autorités risquent en effet de doucher cet élan pionnier qui a façonné l'édifice de prospérité helvétique. Rappelons-le: à défaut de matières premières, la Suisse dispose de matière grise, dont l'épanouissement se fonde sur l'innovation. Cette dernière doit évoluer dans un contexte orienté vers les besoins du marché et libéré d'entraves réglementaires excessives.

Si la liberté a pour corollaire la responsabilité, il importe de valoriser la seconde pour consolider la première; ainsi, un subtil - et souvent fragile - équilibre doit être conservé entre la prévisibilité, à laquelle aspire légitimement le monde économique, et la créativité propre à l'entrepreneuriat. Principe de précaution et compétitivité doivent s'équilibrer; à ce titre, il importe que la réglementation se fonde sur une base scientifique exprimant un besoin avéré et non sur une réactivité émotionnelle destinée à rassurer un électorat volatil et à satisfaire les élans populistes.

Il ne s'agit pas de prôner la main invisible mais de favoriser le dialogue entre décideurs politiques et acteurs économiques, de façon à s'assurer que les préoccupations des

seconds ne se traduisent pas automatiquement en contraintes réglementaires additionnelles adoptées par les premiers; ce rôle est précisément l'un de ceux que

## «Le réflexe réglementaire est porteur d'un réel étouffement de l'esprit d'entreprise qui nourrit le succès du «made in Switzerland»

défend et promeut une chambre de commerce. Si la Suisse n'est pas épargnée par ce phénomène de «compliance» à tout va (dont le coût moyen est estimé à 10% du PIB), notre pays - marqué du double sceau de la démocratie et du fédéralisme - demeure toutefois relativement épargné par la marée réglementaire qui affecte de nombreuses juridictions. Deux exemples permettent de s'en convaincre: 1) alors que l'on souffle la dixième bougie de la plus importante crise financière globale, laquelle s'est accompagnée d'un assaut réglementaire sans précédent, la

licence dite «light» élaborée par la FINMA devrait permettre l'émergence d'un cadre adapté aux innovations technologiques, les «fintechs», dont la Suisse - berceau de la gestion de fortune et place forte du financement du négoce - est devenue un «hub»; 2) les ardeurs des initiants quant au respect par nos multinationales de nouvelles normes contraignantes en matière de droits humains et d'environnement ont été entendues, et un contre-projet indirect plus praticable a été adopté par le Conseil national. Ces deux illustrations récentes témoignent de la volonté d'identifier des solutions pragmatiques, s'inscrivant dans la logique de consensus qui constitue l'ADN de notre «WillensNation» (à l'instar du compromis, baroque mais indispensable, atteint sous la Coupole fédérale en couplant réforme de la fiscalité des entreprises et assurances sociales). Comme l'énonçait à juste titre Montesquieu, «les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires»; gageons que cette conviction empreinte de bon sens l'emportera sur les tentations d'une irrépressible - et préjudiciable - spirale réglementaire.